

## The Shifting Place of Political Parties in Canadian Public Life

R. Kenneth Carty

Les partis politiques jouent un rôle fondamental au Canada : leurs efforts quotidiens permettent d'obtenir les compromis nécessaires à la mise en place des politiques publiques. En démocratie, la lutte électorale que se livrent les différents partis exige que ceux-ci engagent les citoyens à participer aux affaires publiques. Le constat, très répandu, selon lequel le pays souffre d'un déficit démocratique est donc en fait un jugement porté à la fois sur la place qu'occupent les partis dans la vie démocratique canadienne et sur le fait qu'ils ne jouent pas le rôle qu'exige la démocratie participative. C'est pourquoi plusieurs souhaitent une réforme électorale, dans l'espoir que la transformation des institutions qui régissent l'organisation et l'activité des partis politiques posera les bases de partis renouvelés et rajeunis.

Le système de partis canadien est unique. Le modèle qui le caractérise — les partis politiques dits d'accommodement cherchent en fait à concilier et à freiner les intérêts plutôt que de les promouvoir et de les articuler — a conduit à une situation particulière qui réduit pratiquement le rôle des citoyens à celui de simples votants, et où les chefs de parti dominent les batailles électorales personnalisées et les joutes parlementaires.

Le type de compétition qui existe entre les différents partis au Canada a été façonné par le système électoral majoritaire uninominal, qui a transformé plusieurs régions du pays en fiefs de l'un ou de l'autre des partis pendant de longues périodes. Par conséquent, de trop nombreux citoyens ne peuvent participer de façon significative aux affaires publiques, et la compétition entre les partis est devenue en grande partie une affaire de régions. La stabilité créée par cette dynamique n'a pas toujours été à toute épreuve, et, à plusieurs occasions, des séismes électoraux ont restructuré le paysage politique. La seule constante reste la domination exercée par le Parti libéral au cours du xx<sup>e</sup> siècle.

Toutefois, cette suprématie électorale apparemment facile des libéraux — l'un des partis politiques ayant connu le plus de succès dans l'ensemble des pays démocratiques du monde — masque une transformation à long terme du parti. Au cours des dernières décennies, le Parti libéral s'est de plus en plus (*suite à la page 29*)

## Are Canadian Political Parties Empty Vessels? Membership, Engagement and Policy Capacity

William Cross and Lisa Young

Les bénévoles jouent depuis longtemps un rôle important au sein des partis politiques canadiens, que ce soit à titre de travailleurs de campagne électorale, de supporters des candidats à la direction des partis ou à un poste de député, ou d'organiseurs locaux. Aujourd'hui, toutefois, la politique est dominée par les professionnels et les médias, de sorte que le rôle déjà circonscrit des membres des partis est encore plus limité qu'auparavant. Dans cet article où ils analysent les résultats d'un sondage effectué en 2000 auprès de membres des cinq principaux partis politiques de l'époque, les auteurs constatent que ceux-ci sont insatisfaits du peu d'influence qu'ils exercent sur les choix de politiques adoptées par les partis et sont particulièrement mécontents de voir que les professionnels politiques ont usurpé le rôle traditionnel des membres des partis.

L'adhésion à un parti étant une forme de service à la collectivité qui, de ce fait, contribue au dynamisme de la vie politique, les auteurs affirment qu'il y a lieu de se préoccuper du fait que le niveau d'adhésion semble diminuer, que la plupart des membres approchent l'âge de la retraite, qu'il n'y a pas de relève et que le niveau de militantisme au sein des partis est relativement faible. Toutes ces tendances découlent de transformations sociales complexes et sont renforcées par des contraintes institutionnelles qui ont limité le rôle des membres des partis politiques par le passé. Aussi ne se prêtent-elles pas à des solutions faciles. Cross et Young estiment, néanmoins, qu'on pourrait favoriser l'adhésion aux partis politiques et amener ceux-ci à remplir leur rôle dans la vie publique en les encourageant à donner aux membres de la base un rôle plus important dans l'élaboration de leurs positions en matière de politiques publiques.

Selon les deux auteurs, pour que les partis politiques canadiens puissent accroître le nombre de leurs adhérents et, surtout, pour qu'ils puissent les amener à prendre part à leurs activités de façon régulière, ils doivent donner aux électeurs plus de possibilités d'influencer les positions des partis touchant aux enjeux de la politique publique. Ils croient que, à long terme, la mise en place de fondations d'orientation aiderait non seulement les électeurs à s'engager dans la vie (*suite à la page 29*)

R. Kenneth Carty (*suite de la page 31*)

centralisé, alors que sa base populaire diminuait et devenait de plus en plus étroite. Les équations fluctuantes qui ont structuré la situation des différents partis ont fini par mener à la prédominance du centre du pays (l'Ontario), mais, ce faisant, elles ont aussi transformé le Parti libéral en parti régional (le « parti de l'Ontario »), comme ses opposants. Le Canada se retrouve donc réduit à faire fonctionner un système de partis d'accommodement sans qu'il y ait véritablement de partis en mesure de jouer ce rôle.

Quel type de partis politiques voulons-nous ? Quel type de compétition souhaitons-nous entre ces partis ? Voilà ce qui est au centre de la question de la réforme électorale au Canada. Plusieurs provinces se sont déjà lancées dans des projets de réformes électorales ; leurs premiers ministres semblent donc convaincus que de nouvelles institutions sont nécessaires pour transformer la politique « de partis ». Il reste toutefois à convaincre ceux qui croient qu'il faut rétablir notre système de partis d'accommodement. La question persistante de la nature et de la forme des partis politiques ainsi que de leur place dans les affaires publiques canadiennes est au cœur de ce débat.

William Cross and Lisa Young (*suite de la page 31*)

politique des partis mais aussi à renforcer les partis eux-mêmes et, de façon plus générale, la démocratie. À l'heure actuelle, l'aptitude des partis à développer de nouvelles orientations politiques est faible. Les partis parlementaires tendent forcément à se limiter aux questions immédiates tandis que les partis extraparlimentaires ont peu de ressources à consacrer à des activités autres que la préparation aux élections. C'est pourquoi nos élus s'en remettent largement à d'autres organisations pour l'innovation politique. La création et le maintien, par les partis politiques, de fondations qui se consacraient à la formulation de politiques donneraient à la base la possibilité d'influencer leur orientation politique en même temps qu'ils donneraient aux partis parlementaires les ressources nécessaires pour définir leurs politiques.

Les auteurs constatent que c'est l'intérêt envers les enjeux politiques qui motive l'adhésion aux partis et que même les partisans les plus ardents sont insatisfaits du rôle limité qu'on leur accorde dans le développement des politiques de leur parti. Ils estiment donc que les partis ne devraient pas avoir de problème à amener leurs membres à prendre part aux discussions sur les politiques. Comme les partis fédéraux tirent une part importante de leur financement des fonds publics, il est d'autant plus important qu'ils engagent des échanges fructueux avec divers éléments de la société canadienne. En outre, ce financement public pourrait être structuré de façon à inciter les partis à dialoguer directement avec la population au sujet des enjeux de la politique publique.